



Éditorial

Plateforme est le nom de l'infolettre périodique de langue française du mouvement Rachad. Comme sa soeur de langue arabe, *Madania*, *Plateforme* est un média au service de la lutte non-violente pour un changement radical de la gouvernance politique en Algérie.

Les motivations derrière la création de cette infolettre sont multiples. La principale étant de contribuer à l'approfondissement d'une conscience politique auprès des couches sociales algériennes sur la nécessité d'un changement du régime. *Plateforme* est aussi un lien avec les sympathisants de notre mouvement.

Le contenu reflète notre vision stratégique sur la période couverte par chaque numéro. Vous y trouverez une liste des activités de Rachad ainsi que des articles d'analyses ou des prises de position par rapport à des sujets d'actualités. Nous veillerons à y respecter les valeurs de notre mouvement en étant objectifs, mesurés, constructifs et inclusifs. Nous nous efforcerons à ce que notre lutte contre le régime, pour une Algérie meilleure, n'altère pas notre objectivité et ne perde pas de vue notre but stratégique.

Plateforme et *Madania* sont élaborées et revues par des membres de Rachad issues des différentes sections en Algérie et dans le monde. Les informations et les données qui y sont incluses sont étayées et sourcées. Le format réduit est pensé pour rendre *Plateforme* et *Madania* légères, agréables et accessibles.

Pour un état de droit, un état civil et non militaire, en Algérie.

Activités de Rachad pendant le confinement

35000 13050 0

23/05/2020

Le mouvement Rachad et ses membres se dressent derrière le peuple algérien dans sa lutte conjointe contre la pandémie et le régime. Tous nos membres, médecins, ingénieurs, enseignants, étudiants, journalistes, écrivains, techniciens et artisans sont impliqués dans cette lutte.

Nous avons continué à assurer notre soutien moral, juridique et financier aux détenus politiques et à leurs familles.

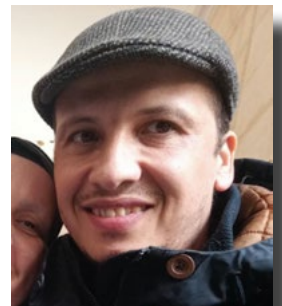
Nous avons également distribué des kits de protection étanches

aux personnels de la santé qui luttent en première ligne contre le coronavirus. La conception du kit a été conduite et guidée par des médecins et réalisée en Algérie. Le kit a pour objectif d'isoler complètement le professionnel de la santé en contact avec un malade coronavirus.

Nous avons également créé un fond citoyen pour venir en aide aux familles les plus démunies. Le fond est alimenté par nos concitoyens et sera reversé aux familles nécessiteuses. 📦

Libération d'Ibrahim Daouadji

La cour d'Alger (Ruisseau) a prononcé, le 18 mai 2020, une peine de 6 mois avec sursis et 50.000 DA d'amende contre Ibrahim Daouadji. Les juges ont abandonné « l'accusation d'attroupement non armé et d'outrage à corps constitué » et ont retenu l'accusation de « publications sur Facebook pouvant porter atteinte à l'unité nationale. Il a été placé sous mandat de dépôt le 19 mars dernier après avoir été arrêté le 16 mars par des agents des services de sécurité à Mostaganem. 📦



La gestion de la pandémie du Covid-19 par le régime algérien

Nous voudrions dans ce billet faire une première analyse de la gestion de la pandémie par le régime algérien. Nous nous plions à l'exercice en sentinelle de liberté d'expression au moment où celle-ci est mise à rude épreuve. Nos concitoyens sont emprisonnés au motif de "Douter de la capacité du régime à gérer la crise du coronavirus". Critiquer le régime est un droit constitutionnel et une liberté fondamentale.

Le continent africain a eu un immense atout: le temps. Avant son arrivée en Afrique et en Algérie la pandémie avait foulé le sol asiatique et européen qui ont mené des batailles différentes. Un recul qui aurait pu profiter aux algériens (à l'instar de nos voisins) n'a été gâché que par la médiocrité, voire la volonté, du régime.

Que pouvons nous apprendre des autres pays? Que pouvons nous apprendre de Taiwan ou de Hong-Kong? Ces deux pays sont les champions de la lutte contre le coronavirus avec respectivement 7 et 4 décès au moment où nous écrivons ces lignes. Sachant qu'il n'ont bénéficié d'aucun recul ni d'éloignement géographique de la source pandémique (Chine).

La stratégie suivie par ces deux pays est simple: maîtrise des cas entrants et sortants, port de masques obligatoire, dépistage massif, traçage, confinement et traitement des cas positifs. Ceci leur a permis de vaincre le covid-19 dès la première bataille, empêchant toute propagation du virus. L'Algérie a fait tout le contraire.

La maîtrise des cas entrants et sortants est synonyme de fermeture des frontières, ou de tests massifs des populations entrantes. Les algériens ont été témoins de plusieurs retours incontrôlés de Chine, d'Italie, d'Espagne et de France; pays devenus épicentres de la pandémie. Mais le pire est encore à venir. Tebboune ne ferme les frontières qu'après consultation

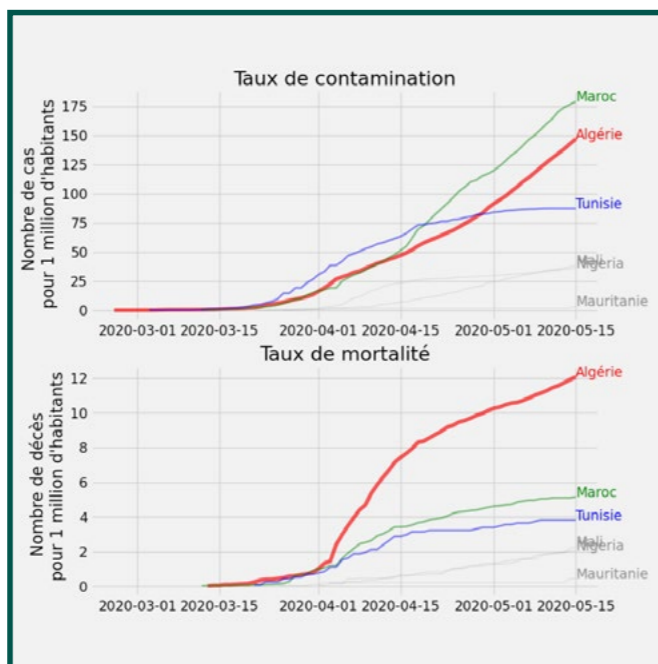
de protection, repas et surtout gratitude. Ensuite, la capacité de dépistage pathétique qu'avait l'Algérie de 60 tests par jour pour tout le pays. Dont les résultats ne tombaient qu'après plusieurs jours, souvent après le décès des cas. Nous n'osons même pas comparer cette performance à celles des pays voisins. Encore une fois, nous pouvons remercier les quelques initiatives citoyennes qui ont permis l'import de kits de tests rapides.

Le confinement adopté et appliqué par le régime est hasardeux. Il n'est ni généralisé, ni ciblé. Souvent violé par le régime lui-même qui a organisé à plusieurs reprises des rassemblements populaires à caractère solidaire. D'abord dans les places publiques en distribuant de la semoule aux passants. Ensuite, dans les mairies en collectant les demandes de la fameuse aide sociale de 10'000DA (1 million de centimes)

qui s'avère ensuite être un maigre couffin estimé à 1'500DA.

Le résultat est sans appel. Même au regard des chiffres officiels. Notre pays connaît le plus haut taux de mortalité comparé à nos voisins frontaliers. Un taux deux fois supérieur à celui du Maroc (alors qu'il a plus de cas) et trois fois supérieur à la Tunisie.

Source: <https://ourworldindata.org/coronavirus>
Source des données brutes: <https://github.com/owid/covid-19-data/tree/master/public/data>



de Paris. Comme si la santé du peuple algérien dépendait d'une tractation diplomatique, voire plus grave, d'un attribut régalien de la France.

L'obligation du port des masques n'est même pas à l'ordre du jour. Les algériens n'en ont pas. Les médecins non plus, ou alors très peu. Le personnel de la santé matraqué à sang par le régime quelques années plus tôt, se trouve désormais en première ligne sans protection aucune, sans outils et sans accompagnement. Les hôpitaux n'ont pu compter que sur la solidarité citoyenne qui est venue leur apporter matériel



Attaques médiatiques contre Rachad

Rachad a fait l'objet d'attaques récentes émanant de plusieurs sources: les séparatistes du MAK, le site du sanguinaire Nezzar, certains journalistes éradicateurs des années 90, des extrémistes laïques, des extrémistes arabisants et certains islamistes. La dernière attaque en date a été celle de Said Saadi publiée sur sa page facebook et relayée par le site TSA.

Les provenances des attaques sont multiples. De prime abord, les écarts entre-elles paraissent curieuses. Leur union dans l'attaque de Rachad est surprenante et contre intuitive. La reprise des mêmes arguments est intrigante. Et si ces attaques multiples ne forment en réalité qu'une seule action coordonnée? Le timing laisse très peu de doutes. En effet, ces attaques se sont accentuées avec l'affaiblissement du clan de Gaid Salah et le retour en force des figures de l'ex-DRS. Sur le fond, le mouvement a décidé d'apporter des réponses et éclaircissements sur toutes les attaques en une réponse adressée à Said Saadi titrée: Le Réveil de la Tentation Éradicatrice (lien ci-bas). La même réponse vaut pour toutes les autres attaques.

Mais une question demeure: pourquoi le régime a peur de Rachad?

De notre point de vue, la force principale de Rachad se trouve dans sa plateforme inclusive de résistance non-violente contre le régime. Rachad n'est pas polarisé idéologiquement et compte dans ses rangs toutes les tendances politiques unies derrière un but commun: le changement profond en Algérie. Les projets (télévision, documentaires, livres, conférences, lives, etc) qui se sont concrétisés dans les sillages de cette union ont certainement contribué à aiguïser la conscience politique des algériens et à ébranler le régime. Désormais, le peuple, le Hirak et de nombreuses structures politiques adoptent ouvertement les positions défendues par Rachad. Pourtant, elles étaient jugées radicales en 2007 date de création de Rachad. Mais ce n'est pas tout.

Rachad appelle et encourage les algériens à se structurer en alternatives au régime pour résoudre les problèmes communs et réparer les injustices. À briser l'isolement qui leur est imposé et à créer des associations utiles à leurs concitoyens. Ce régime méprise le peuple et combat les regroupements de citoyens sincères et intègres.

<https://rachad.org/fr/?p=1670>

Note: Il est probable que le lien soit censuré si vous êtes en Algérie. Pensez à utiliser un réseau privé virtuel (VPN).

Le testament de Yahia Ouarnoughi



(1972-2020)

"Mon fils a vécu en homme libre et est mort en citoyen libre". C'est avec ces paroles que la mère de Yahia a pleuré son fils, décédé la veille de sa présentation devant la justice de la mafocratie.

"Ils l'ont harcelé et persécuté" poursuit-elle en désignant les services de police qui ont choisi de maculer l'uniforme bleu par l'infamie de l'asservissement au lieu de faire le choix bien plus honorable de servir le peuple algérien. Yahia a payé de sa vie son engagement en faveur de la révolution algérienne du 22 février et son engagement dans notre mouvement en tant que président de la section de Laghouat.

Yahia est parti en laissant veuve, six enfants et un message sur le mur du Hirak: "Nul ne pourra nous voler notre Hirak. Nous ne l'accepterons pas car il est devenu l'oxygène que nous respirons et l'arche que nous montons pour accoster sur les rivages de l'état que nous désirons"

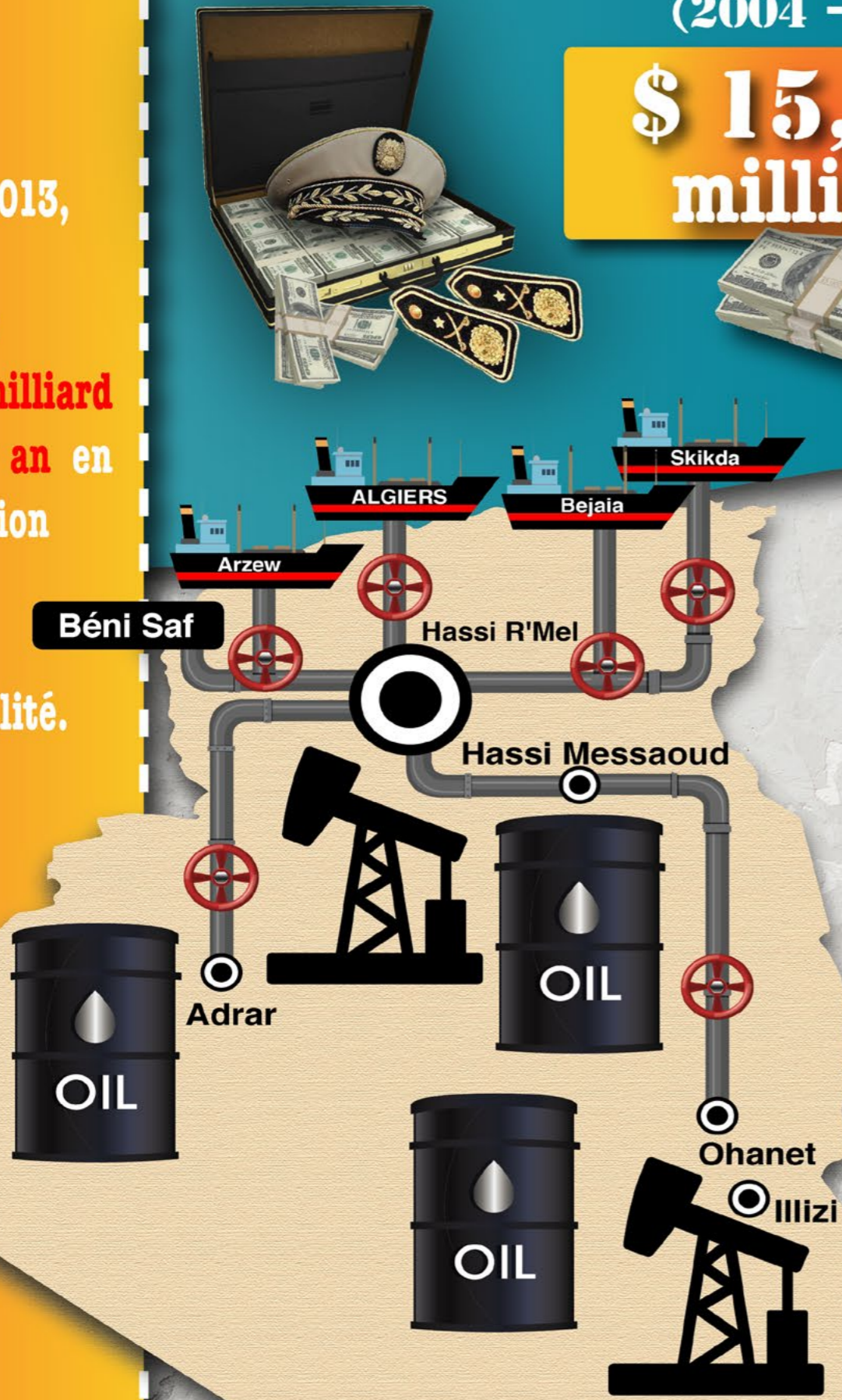
Nous remercions toutes les âmes charitables qui ont permis de lever la somme de 14257 EUR au bénéfice de la veuve de Yahia et de ses six orphelins.



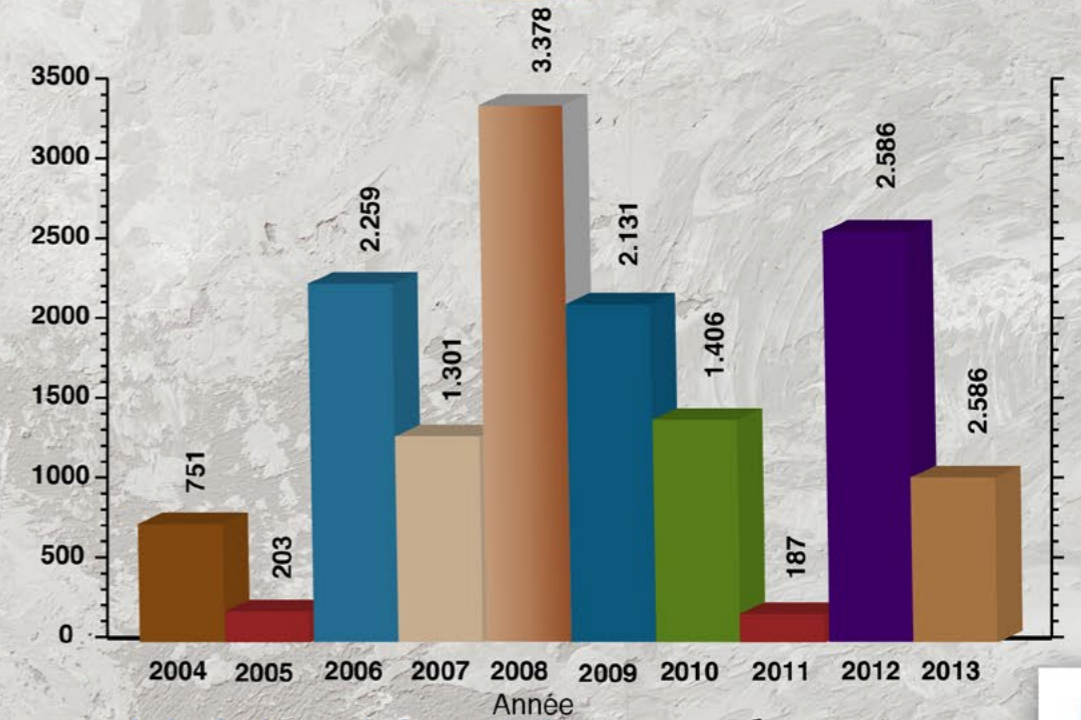
FLUX FINANCIERS ILLICITES (2004 - 2013)

\$ 15,246 milliards

Selon GFI, entre 2004 et 2013, l'Algérie aurait perdu en moyenne **1,5 milliard de dollars par an** en raison de l'évasion fiscale, de la corruption, et de la criminalité.



Flux financiers illicites (millions \$US nominal)



Sources:

ICIJ + SWISS LEAKS PANAMA PAPERS



Source: Global Financial Integrity www.gfintegrity.org



Le Mouvement Rachad, depuis sa naissance en avril 2007, a pris l'engagement d'œuvrer par tous les moyens pacifiques pour établir en Algérie un Etat de droit et de bonne gouvernance. Il a été pionnier dans la revendication d'une civilianisation de l'Etat pour défaire la mainmise de l'armée, par le biais de son bras de renseignement, sur l'Etat et la société. Cette revendication s'est avérée après le 22 février 2019 être une demande pressante d'une majorité d'Algériennes et d'Algériens qui scandent depuis quinze mois : « Dawla madaniya machi askariya ! ».

La charte de Rachad, publiée il y a 13 ans déjà, insiste sur la nature civile de l'Etat, et énonce le principe selon lequel « l'Etat en Algérie ne doit être ni 'Etat policier', ni 'Etat théocratique', ni 'Etat laïque' ». Pour faire en sorte que l'Etat ne soit pas « policier » la Charte de Rachad prône que :

- L'armée et les services de sécurité doivent être effectivement subordonnés à l'autorité civile [élue] et au contrôle du parlement;
- L'armée doit s'en tenir à ses attributions constitutionnelles de sauvegarde de l'intégrité du territoire national et de défense contre les menaces extérieures ;
- L'armée doit s'interdire toute ingérence dans la vie politique, économique et sociale du pays ;
- L'armée admet que le peuple dont elle est issue est le seul détenteur de la souveraineté ; elle respecte les changements politiques, économiques ou sociaux résultant de l'exercice de cette souveraineté. »

Ne pas vouloir d'un « Etat policier » n'est pas souhaiter la disparition de l'armée ou des services de renseignement qui ont leur place dans un Etat de droit. Le but n'est pas d'exclure les militaires mais au

contraire de les inclure comme acteurs positifs et constructifs dans l'édification de l'Etat de droit.

De même que ne pas vouloir d'un « Etat théocratique » n'est pas souhaiter la disparition du rôle de la religion dans le façonnage de l'action sociale et politique. Il ne s'agit pas de nier le rôle positif que peut et doit assumer la religion dans la moralisation de l'action politique, la promotion de la paix dans la société et la consolidation de la cohésion sociale. Il s'agit seulement d'éviter qu'un individu ou une formation politique ne tente de prendre le pouvoir et de gouverner le pays en prétendant être le représentant de Dieu, sans légitimité populaire et sans être responsable devant les citoyens et se soumettre à leur contrôle, évaluation et sanction. Il est question aussi, dans un Etat civil, d'inclure toutes les sensibilités idéologiques présentes dans la société algérienne et de leur permettre de s'exprimer et de participer dans l'édification de la société et de l'Etat. Enfin, ne pas vouloir d'un « Etat laïque » n'est pas souhaiter l'exclusion du courant séculariste en Algérie. Bien au contraire, il a toute sa place dans un Etat de droit. Cela veut dire seulement que dans un Etat civil, il n'y a pas de place pour des courants idéologiques ayant hérité la version la plus extrémiste du sécularisme, à savoir « la laïcité française » qui, pour des raisons historiques spécifiques à la France, a développé une haine viscérale contre la chose religieuse. Ces courants, qui ne peuvent prétendre représenter l'ensemble du spectre séculariste algérien, pratiquent l'exclusion en souhaitant éradiquer toute référence au religieux dans



l'espace public et en déniait à des forces politiques ancrées dans la société algérienne le droit à la participation politique dans un cadre constitutionnel, sous prétexte qu'elles ont des références religieuses.

Que signifie donc un Etat civil ?

Selon le Littré (littré.org), civil désigne ce « qui concerne les citoyens » ; étymologiquement, il dérive « du latin civilis, de civis, citoyen ». Un citoyen étant défini comme « celui, celle qui jouit du droit de cité dans un État » ; étymologiquement, il dérive « de civitas, cité ». Un citoyen est une « personne jouissant, dans l'État dont il relève, des droits civils et politiques » (larousse.fr). On peut remonter loin dans l'histoire pour tracer l'évolution du concept de citoyen. On parlait déjà de citoyen romain et de citoyen grec, étant donné que Rome et Athènes étaient des exemples de Cité-Etat, même s'il ne s'agissait pas de modèles égalitaires et inclusifs, mais plutôt de systèmes politiques élitistes et sélectifs. Plus proche de nous culturellement est le modèle de Médine (al-Madina signifiant la

Cité) tel que régi par la Charte de Médine (Sahifat al-Madina) établie à la première année de l'Hégire et restée en vigueur pendant quatre décennies jusqu'à la fin du Califat bien guidé. Il s'agit d'un modèle édifiant d'une Cité-Etat inclusive de tous ses citoyens (al-madaniyoun). L'analyse de cette charte d'une cinquantaine d'articles indique que ce document, considéré par certains comme la première constitution dans l'histoire de l'humanité, définit trois niveaux d'appartenance qui se chevauchent et se complètent : l'appartenance à la tribu, l'appartenance à la communauté des croyants qui vient tempérer le chauvinisme tribal, et l'appartenance à la Cité qui vient modérer le fanatisme religieux. Ainsi la charte avait pour but de réguler l'articulation entre la communauté tribale, la communauté religieuse et la communauté citoyenne, de garantir les droits de chaque citoyen de Médine (al-madani) et fixer ses devoirs, et d'assurer une interaction positive, harmonieuse et apaisée au sein d'une population de Médine qui

comptait quelques centaines de croyants (al-mouhajioun et al-ansar), cinq à sept mille juifs et quatre à sept mille arabes non croyants (al-mouchrikoun).

L'Etat civil est donc centré sur le citoyen et la protection de ses droits dans la cité. C'est l'Etat inclusif par excellence. Dans le contexte algérien, ce sera l'Etat où chaque citoyen et citoyenne, quels que soient son âge et son sexe, son appartenance ethnique ou linguistique, sa région géographique, son orientation idéologique, sa sensibilité politique, se sentira considéré comme un membre à part entière de la communauté algérienne, jouissant de ses pleins droits et d'une vie décente dans le respect de la dignité et des droits de tous, et aura son mot à dire sur les choix politiques de son pays, librement, sans contrainte ni par la violence d'une bande de galonnés qui transgressent la constitution, ni par la manipulation d'idéologues charlatans.

Mustapha Guira est libre



Nous sommes heureux de voir Mustapha Guira libre ce 25 avril 2020 après avoir purgé toute sa peine. Mustapha est le président de la section d'Alger de Rachad et membre de son Conseil National.

Mustapha Guira a été condamné le 3 septembre 2019 à une peine de prison d'un an (réduite à 8 mois après cassation) pour un contrôle abusif de police survenu alors qu'il tentait d'emmener son enfant asthmatique aux urgences.

Le caractère politique de cette peine disproportionnée est indéniable. Avant son incarcération, il a fait l'objet de plusieurs tentatives d'intimidation et de garde à vue pour son long parcours militant pour un changement du système de gouvernance algérien. Il est également clair que son incarcération avait pour but de neutraliser son engagement pour le Hirak du 22 février 2019.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, ses documents administratifs ne lui ont toujours pas été rendus.

Nous lui souhaitons un bon retour parmi les siens.

Nous avons également une pensée à tous les prisonniers politiques qui dorment loin des leurs en ces moments pandémiques du coronavirus et spirituels du Ramadan.

Anniversaire de Rachad et de Rachad TV

Le 18 Avril est la date d'anniversaire de création du mouvement Rachad. Il est aussi la date de fermeture de RachadTV la première télévision indépendante algérienne.

RachadTV (chaîne Alasr) fût l'aboutissement d'une vision stratégique du mouvement et une véritable aventure humaine et militante. RachadTV fût l'instrument de conscientisation et de libération de la parole et une tribune objective ouverte à toutes les voix opposantes au régime algérien.

RachadTV a été lancée sur youtube en décembre 2007. Cette webtv a été une expérience inédite dans l'espace médiatique arabophone du pays. Elle devient une télévision satellitaire le 19 septembre 2011 après plusieurs tentatives d'empêchement attentées par le régime.

En plus de son utilité de conscientisation, RachadTV a forcé le régime algérien à ouvrir le paysage audiovisuel en Algérie jusque-là occupé par les chaînes de télévisions publiques de propagande.

La diffusion satellitaire a pris fin le 16 Avril 2016 suite à l'incapacité du mouvement à couvrir les frais de diffusion satellitaire.

Le documentaire suivant relate cette histoire passionnante.
<https://bit.ly/3bXBf1o>



WATCH NOW



Lutte pour l'émancipation

Harriet Tubman (1821 – 1913) a vécu vingt-huit ans de sa vie comme esclave ainsi que toute sa famille. Elle a été vendue à différents maîtres et léguée en héritage comme une vulgaire marchandise. A l'âge de six ans, elle devait s'occuper d'un bébé et recevait des coups de fouet à chaque fois qu'on entendait pleurer l'enfant, peu importait la raison. Elle a enduré tout au long de ces années un traitement inhumain.

Elle avait une foi solide, comme la plupart des esclaves mais refusait les interprétations que les esclavagistes faisaient de l'évangile pour mieux les soumettre et les inciter à obéir. Elle puisait son inspiration dans les récits du prophète Moïse (paix soit sur lui), de sa confrontation avec Pharaon et de sa lutte pour l'émancipation et la liberté du peuple juif.

Elle a tenté de s'échapper une première fois avec ses deux frères, sans son mari qui n'a pas voulu la suivre, puis une deuxième fois où elle a réussi à atteindre la Pennsylvanie au nord où se trouvait à l'époque le bastion des anti-esclavage. A partir de ce moment là, elle n'a cessé d'organiser et de participer à des campagnes vers le sud pour venir en aide aux esclaves. Avec l'aide d'un réseau de militants, elle a



Harriet Tubman (1821 – 1913)

permis la libération de plus de 700 personnes.

Harriet disait que ce qu'il lui a fait le plus mal, est d'avoir eu à prendre un pistolet lors de ses voyages, qu'elle utilisait pour menacer, parmi les esclaves, ceux qui nouvellement libérés essayaient de retourner vers leurs maîtres. A la question qu'on lui posait sur l'étape la plus difficile lorsqu'on essaye de sauver un esclave elle répondit : « Convaincre un esclave qu'il n'en est pas un ! »

Que pouvons-nous tirer de l'histoire de Harriet ?
Changer une réalité enracinée

depuis des décennies (voir plus) n'est pas chose aisée, même si c'est pour le bien de ceux qu'on essaye de convaincre.

Le changement commence par « semer l'idée », la protéger et se sacrifier pour elle jusqu'à ce qu'elle pousse, mûrisse et donne des fruits.

Si on essayait de projeter ceci sur notre réalité, cela pourrait nous aider à mieux comprendre ce qui se passe dans la tête de ceux qui choisissent volontairement et « de bonne foi » de tomber dans les bras d'un pouvoir tyrannique, oppressif et injuste qui les traite comme des esclaves. C'est parce qu'ils croient que la liberté est risquée, que c'est un saut vers l'inconnu et que le « maître », malgré tout, leur procure sécurité et protection.

“ **A la question qu'on lui posait sur l'étape la plus difficile lorsqu'on essaye de sauver un esclave elle répondit : « Convaincre un esclave qu'il n'en est pas un ! »** ”

Un énième scandale de corruption

Les clans du régime se querellent, et dans leurs querelles ils jettent leurs adversaires en pâture à l'opinion publique. Nous découvrons alors l'ampleur de la corruption qui gangrène le pays et dilapide les richesses de notre peuple.

Un énième scandale vient d'éclater. Celui de Mourad Oulmi P-DG de SOVAC (représentant du groupe Volkswagen en Algérie depuis 1999). Tout y est : détournement de fonds contractés auprès de banques algériennes, biens luxueux mal acquis dans des capitales européennes, jets privés, connivence avec des personnes influentes du régime et proximité avec des hauts-dirigeants de pays étrangers.

Les sommes dévoilées sont colossales mais elles n'étonnent plus. Car la corruption a été érigée en un modèle de gouvernance par le régime militaire algérien.



Mourad Oulmi P-DG de SOVAC (représentant du groupe Volkswagen en Algérie depuis 1999)

Nous vous invitons à regarder la conférence que nous avons organisé en septembre 2019 et qui traite de l'impact du régime militaire sur l'économie et la finance algériennes.

<https://www.youtube.com/watch?v=G-9C50084n4s>



WATCH NOW



Nous vous invitons à regarder la conférence que nous avons organisé en décembre 2019 et qui recense les forfaitures commises par le régime algérien dans le domaine des hydrocarbures.

<https://www.youtube.com/watch?v=j8UZyomHptc>



WATCH NOW



Aspirer à une révolution démocratique n'est pas naïf, c'est aujourd'hui plus réaliste que l'inaction autodestructrice des « réalistes ». Il est vrai qu'il y a des moments dans l'histoire où des révolutionnaires romantiques perdent tout en s'engageant désespérément dans des voies sans aucune chance de succès. Mais il y a aussi des moments où tout un peuple est à l'unisson sur l'exigence du changement profond, où les tyrans reculent et la liberté avance, où les chances du succès sont réelles. Ces moments fondateurs dans les pages nouvelles des nations ne sont pas l'œuvre des spécialistes du « réalisme » mais celle de l'audace et le génie des peuples.

Dr. Youcef Bedjaoui,
Membre du Mouvement Rachad
L'universitaire, l'élection novembriste et la peur de la liberté, 30 Octobre 2019

<https://rachad.org/fr/?p=584>



SCAN ME

Eid Mubarak

رشاد
RACHAD

Soutenez
le Mouvement Rachad

PayPal

paypal.me/MouvementRachad

Rachad.Algeria

@Rachad_Algeria



SCAN ME

Rachadtv



www.rachad.org

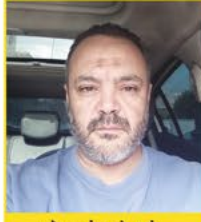
الحرية للسجناء السياسيين في الجزائر Free political detainees in Algeria



سعد الدين يوسف إسلام
Sadeddine Youcef Islam



هواري زهير
Houari Zoheir



شريف غسول
Cherif Ghessoul



كريم طاو
Karim Tabou



سفيان مراكشي
Sofiane Merakchi



عبد الوهاب فرساوي
Abdelwahab Fersaoui



أسامة طيفور
Oussama Tifour



إبراهيم لعلاي
Brahim Laalami



ياسين دويبي بونوة
Yacine Douibi Bounoua



العربي مناد
Larbi Menad



وليد نقيش
Walid Nekiche



بلال منادي
Bilal Menadi



رشيد نكاز
Rachid Rachid



عبد الله بن نعيم
Abdallah Ben Naoum



ياسين خالدي
Yacine Khaldi



عبد الحفيظ فراخ
Abdelhafidh Ferah



رفيق ضياف
Rafik Diaf



عزيز بكاكريّة
Aziz Bekakria



عبد السميع عبد الحي
Abdelsamie Abdelhai



هواري هاشمي
Houari Hachemi



علي رباحي
Ali Rebahi



هشام صحراوي
Hicham Sahraoui



توفيق حساني
Toufik Hassani



سمير بلعربي
Samir Belarbi



سليمان حميطوش
Slimane Hamitouche



إبراهيم دواجي
Brahim Daouadji



مواقفة عقبة
Okba Mouaouka



خالد درارني
Khaled Drarni



مصطفى قيرة
Mustapha Guira



أحمد بن محمد
Ahmed Benmohamed